


Lubrizol : un rapport du Sénat dénonce les "manquements" de l'État - Mode lecture

Par L'EXPRESS.fr avec AFP ,
publié le 04/06/2020 à 08:47 , mis à jour à 09:15

 Vue aérienne de l'usine Lubrizol de Rouen, le 9 décembre 2019. L'incendie, survenu le 26 septembre sur le site Seveso seuil haut, avait provoqué un immense nuage de fumée noire de 22 km de long .

Vue aérienne de l'usine Lubrizol de Rouen, le 9 décembre 2019. L'incendie, survenu le 26 septembre sur le site Seveso seuil haut, avait provoqué un immense nuage de fumée noire de 22 km de long . afp.com/Lou BENOIST

La commission d'enquête du Sénat sur l'incendie à Rouen dénonce "des angles morts inacceptables" et épingle l'ex-ministre de la Santé Agnès Buzyn.

La commission d'enquête du Sénat sur le [spectaculaire incendie de Lubrizol](#) à Rouen dénonce "des angles morts inacceptables" dans la politique de prévention des risques industriels en France, et épingle au passage l'ex-ministre de la Santé Agnès Buzyn dans un rapport publié ce jeudi.

"À l'instar du suivi sanitaire proprement dit, l'identification du risque sanitaire telle que pratiquée par le ministère de la Santé, a été à la fois tardive et incomplète", écrivent les rapporteurs Christine Bonfanti-Dossat (LR) et Nicole Bonnefoy (PS) dans leurs conclusions sur cet "accident industriel majeur", sans victime "apparente", qui a fait l'objet de "200 000 tweets en 24 heures".

Le gouvernement épingle

L'incendie, survenu le 26 septembre sur le site Seveso seuil haut, avait provoqué un [immense nuage de fumée noire](#) de 22 km de long avec des retombées de suie jusque dans les Hauts-de-France. Près de 9505 tonnes de produits chimiques avaient brûlé dans cette usine de lubrifiants automobiles et sur le site voisin de Normandie Logistique.



Pour la commission présidée par le centriste Hervé Maurey, la méthodologie adoptée par le ministère de la Santé pour le suivi sanitaire est "problématique". Les sénatrices poursuivent : "Il ressort (...) qu'il est impossible de se prononcer de manière définitive sur l'impact sanitaire de l'incendie Lubrizol, au vu des seules données récoltées dans le cadre de la surveillance environnementale, ces dernières étant totalement ou partiellement inexploitables".

La ministre de la Transition écologique est également critiquée. Son objectif affiché à la suite de la catastrophe "d'augmentation de 50% des contrôles d'ici 2022 à effectifs constants" est "peu réaliste", selon le rapport. Les sénatrices dénoncent en outre la décision "prématurée" du ministre de l'Agriculture "prise dans l'urgence le 11

octobre" de lever l'interdiction de vente du lait produit dans plus de 200 communes.

"Nombre réduit de sanctions prononcées" contre des pollueurs

Le gouvernement n'est pas le seul épinglé dans ce rapport. "La politique de prévention des risques industriels déployée depuis 40 ans en France laisse apparaître des angles morts importants et inacceptables", écrivent les rapporteurs. "Les crédits budgétaires alloués par l'État à la [prévention des risques technologiques](#) diminuent tendanciellement depuis plusieurs années", ajoutent les sénatrices.

Les élues de la Haute Assemblée pointent en outre "le nombre réduit de sanctions prononcées" à l'encontre des pollueurs. Et elles estiment "urgent de revoir la doctrine de communication de crise de l'État" consistant à "vouloir rassurer à tout prix".

Contenus sponsorisés

-

